Études internationales

CHOSSUDOVSKY, Michel. *The Globalisation of Poverty, Impacts of World Bank and IMF Reforms*. London, Zed Books Ltd., 1997, 282 p.

Gabrielle Lachance

Volume 29, numéro 3, 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703929ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703929ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lachance, G. (1998). Compte rendu de [CHOSSUDOVSKY, Michel. *The Globalisation of Poverty, Impacts of World Bank and IMF Reforms*. London, Zed Books Ltd., 1997, 282 p.] *Études internationales*, 29(3), 732–734.
<https://doi.org/10.7202/703929ar>

La dernière partie de l'ouvrage, qui porte sur les grands risques planétaires, nous apparaît moins élaborée. D'abord, l'auteur présente le danger de la prolifération de certains types d'armes, se limitant à une analyse parfois trop technique des armements nucléaires, chimiques et biologiques. Ensuite, il présente le terrorisme et ses nouvelles formes menaçantes. Selon nous, l'auteur effectue un amalgame un peu trop rapide entre des phénomènes si différents tels le terrorisme apocalyptique de la secte Aum au Japon et les actions meurtrières du GIA islamiste en Algérie. Dans cette section, il est plus difficile de saisir la logique de la déterritorialisation dans l'usage de la violence. Il aurait été intéressant d'approfondir la problématique de la violence contre l'État, véritable menace au principe de l'usage légitime du monopole de la violence.

Enfin, le plus grand reproche que nous pouvons adresser à l'auteur, c'est de ne pas proposer de conclusion générale, ce qui donne l'impression d'un travail inachevé. Afin de contrecarrer l'effet de fragmentation de l'ordre international, il aurait été souhaitable d'effectuer une synthèse au lieu de conclure de façon si brutale. Néanmoins, la lecture de l'ouvrage de Jean-Paul Chagnollaud paraît stimulante car elle se situe à la croisée de l'analyse historique et des développements contemporains en cours, soit les logiques concomitantes et complexes de la mondialisation et de la fragmentation.

Chedly BELKHODJA

Département de science politique
Université de Moncton, Nouveau-Brunswick
Canada

The Globalisation of Poverty, Impacts of World Bank and IMF Reforms.

CHOSSUDOVSKY, Michel.

London, Zed Books Ltd., 1997, 282 p.

L'auteur est bien connu pour ses positions critiques envers les institutions financières internationales, plus particulièrement la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Le présent ouvrage sur la mondialisation de la pauvreté reprend de façon plus approfondie et illustre l'ensemble du fonctionnement et des effets pervers des ajustements structurels et des réformes économiques imposés par ces deux institutions.

En introduction, l'auteur met en lumière « le processus de restructuration économique imposé par les créanciers internationaux aux pays en développement depuis le début des années 1980 » (p. 15). Il fait également ressortir le lien qui existe, depuis la chute du mur de Berlin et le début des années 1990, avec l'application de ce même modèle dans les pays de l'Europe de l'Est et ceux de l'OCDE où l'on retrouve plusieurs éléments de base des programmes d'ajustement structurel.

La première partie présente la nature de ce système économique mondial et ses instruments d'intervention. On y voit, entre autres, comment il favorise la concentration de la richesse et la mondialisation de la pauvreté; de quelle façon il déstructure les économies nationales et désintègre le tissu social; l'impact important de ces mesures sur les programmes de santé et d'éducation; comment il crée un immense bassin de main-d'œuvre à très bon marché dans les

pays en développement, et augmente le chômage, le travail précaire et mal rémunéré dans les pays développés ; enfin, comment, tout en exigeant une démocratie factice, il impose de véritables gouvernements parallèles.

Les quatre autres chapitres présentent des analyses centrées sur des régions particulières : l'Afrique (Somalie et Rwanda), l'Asie (Inde, Bangladesh et Vietnam) et l'Amérique latine (Brésil, Pérou et Bolivie), mais également l'ex-Union soviétique et les Balkans (Russie et Yougoslavie).

Afrique

- Les véritables causes de la famine qui a sévi en Somalie ne se trouveraient pas tant dans la guerre civile, la sécheresse et les inondations que dans les réformes économiques exigées par les institutions de Bretton Woods. Ces dernières auraient ruiné à la fois l'agriculture et l'élevage traditionnels. Quant aux massacres qui ont eu lieu au Rwanda en 1994, bien qu'ils aient été dominés par des conflits ethniques issus du système colonial, leurs causes profondes se trouvent dans la restructuration du système agricole qui a précipité la population dans la misère et exacerbé les tensions ethniques. La restructuration économique, orientée vers l'exportation et le service de la dette, a rendu les deux pays dépendants des programmes d'aide alimentaire.

Asie

- Dans les trois pays étudiés, l'Inde, le Bangladesh et le Vietnam, les réformes ont mené à un effondrement économique majeur. Entrés dans la concurrence internationale, ces pays

ont assisté à une augmentation de la sous-traitance, avec ce que cela signifie comme fragilisation du travail (semi-esclavage, travail des enfants, etc.), et au remplacement des cultures vivrières par des cultures d'exportation, ce qui a entraîné une augmentation de la pauvreté et la famine chronique dans plusieurs régions. En Inde, on a assisté, de plus, à l'apparition de tensions ethniques et religieuses. Au Bangladesh, la disparition d'un tiers des manufactures de jute, une des plus importantes industries du pays, a eu des conséquences dramatiques. Au Vietnam, la politique macro-économique est devenue un instrument efficace de re-colonisation et d'appauvrissement.

Amérique latine

- Au Brésil, les ajustements structurels et les réformes économiques imposés pour le financement de la dette (après le scandale politique qui a mené à la destitution du président Collor) ont conduit le pays à la banqueroute et l'ont placé sous la tutelle des créanciers de Washington. Au Pérou, une situation chaotique à plusieurs égards existait depuis déjà plusieurs années. Les réformes économiques n'ont contribué qu'à déstabiliser davantage le pays, renforcer l'appareil militaire et accélérer le développement de la culture de coca. L'expérience réalisée en Bolivie s'apparente à celle du Pérou. Pour les deux pays, l'exportation illégale de coca est devenue leur principale source de devises étrangères et le recyclage des narcodollars, un moyen de rembourser leur dette extérieure.

L'Ex-Union soviétique et les Balkans

- Après l'effondrement de l'URSS, les pays du G-7 ont craint un éventuel rival. Les réformes ont donc servi à prévenir le développement de la Russie en tant que puissance capitaliste. Il en a été de même de la criminalisation de l'économie, de la fuite des capitaux, du crime organisé et du blanchiment d'argent. Le cœur de l'économie russe étant son complexe militaro-industriel, on a affaibli ce qui touche à la haute technologie. Le programme de stabilisation, fait au nom de la démocratie, a contribué en fait à l'appauvrissement de larges secteurs de la population. Quant au démantèlement de la Yougoslavie, il n'a pas été causé d'abord par des divisions culturelles, ethniques et religieuses, mais plutôt par le processus de déstructuration économique et politique du pays qui a exacerbé ces divisions. Le fractionnement de la fédération yougoslave a un lien direct avec le programme de restructuration macro-économique imposé au gouvernement de Belgrade par ses créanciers externes. Dans les faits, la guerre n'a fait que déguiser les véritables causes de cette catastrophe économique.

Des études sectorielles ont démontré les contradictions et les impacts négatifs des politiques et programmes de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Ce volume a l'avantage d'élargir la vision à l'ensemble des effets pervers des ajustements structurels et des réformes économiques et de les mettre en contexte. Il montre leur importance grandissante dans la régulation des finances et du commerce mondiaux,

leur ingérence accrue dans la gestion financière des pays avec les répercussions que cela peut avoir sur le rôle traditionnel des États nationaux à l'intérieur de leur propre territoire et, par ricochet, sur les conditions de vie des individus.

La fin abrupte de l'ouvrage laisse désirer une conclusion qui aurait 1) repris les principaux axes de la problématique (à la relecture, on se rend compte que cela se trouve dans l'introduction); 2) relativisé le rôle des institutions financières en faisant ressortir plus clairement la complicité d'autres acteurs, tels les gouvernements, les élites locales, etc., qui ont trouvé leurs intérêts financiers dans ces programmes et sans lesquels ces institutions n'auraient pu agir aussi facilement; 3) donné quelques pistes de solution, dont une est ébauchée dans l'introduction : la mondialisation de la solidarité. L'ouvrage est heureusement complété par une importante bibliographie sélective et un index assez élaboré.

Un volume qui fait réfléchir... Si vous désirez mieux comprendre ce qui se passe ici : mises à pied massives, déficit zéro, compressions budgétaires, réduction des programmes de services sociaux, de santé et d'éducation, etc., lisez ce volume ! Vous verrez que la mondialisation de l'économie et de la pauvreté est une réalité qui nous rejoint de plus en plus dans notre quotidien.

Gabrielle LACHANCE

*Sociologie – option développement
Anjou, Québec*